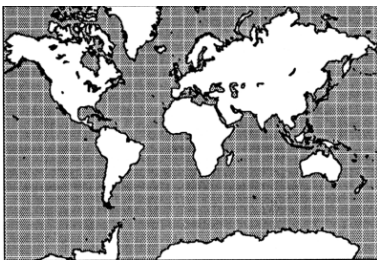


<https://collectiflieuxcommuns.fr/?565-capitalisme-d-etat-ou-economie-d>



Capitalisme d'État ou économie d'État totalitaire

- Nos textes - Textes de sympathisants - Fargette G. -



Date de mise en ligne : samedi 4 août 2012

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Texte extrait du bulletin n°23-24 de Guy Fargette, Â« Le crépuscule du XXe siècle Â», novembre 2011.

L'évolution du marxisme se résume depuis longtemps à une régression théorique indéfinie. Celle-ci est particulièrement palpable quand on consulte les derniers textes vivants de cette tradition. Ils furent l'expression ultime et naïve de la croyance selon laquelle les faits eux-mêmes ne pourraient que renforcer cette théorie, destinée à s'enrichir à chaque période historique nouvelle.

J. Martov, K. Kautsky, R. Hilferding, A. Pannekoek, et quelques autres, tous formés avant 1914, croyaient, en toute sincérité, à la conjonction fertile entre l'analyse marxiste et la prise en compte lucide de la réalité. Cette conviction était contestable dès avant la fin du XIXe siècle, comme l'exprima avec une grande précision un sociologue italien, Gaetano Mosca (de l'école dite "élitiste", à laquelle on rattache également un Pareto ou un Michels).

Toujours est-il qu'au début des années 1920, ces marxistes réputés furent amenés à faire un état des lieux catastrophé de ce qui advenait en Russie. Le fait que le régime pût durer et que son influence parvint à se répandre rapidement dans le mouvement socialiste international, lui causant une division à la longue mortelle, leur parut à juste titre de très mauvais augure pour l'avenir. Il est néanmoins remarquable que dans ce couchant d'une espérance estimable, quelques-uns conservèrent des capacités d'analyse vivantes et purent au moins poser quelques questions qui s'imposaient.

Le texte qui suit est d'autant plus intéressant qu'il fut écrit par le père de la théorie du "capitalisme financier", Rudolph Hilferding, dont l'ouvrage imprégna toute la Deuxième internationale dès avant 1914, puisqu'il fut considéré comme un aggiornamento de la théorie marxiste pour l'époque. Ce texte de trois pages constate, avec une douloureuse incrédulité, qu'il s'est produit en Russie quelque chose qu'aucun théoricien marxiste n'aurait cru possible. Ce testament politique, puisque son auteur allait mourir l'année suivante, résonne d'autant plus avec sa mise en doute des fondements de l'analyse marxiste classique. Les derniers textes écrits par J. Martov en 1923, figure qui avait été le mentor du Trotski d'avant 1914, alors critique remarquable du bolchevisme naissant, présentent la même qualité vivante, dans une perspective identique de testament politique catastrophé.

Capitalisme d'État ou économie d'État totalitaire.

Rudolph Hilferding

(sans doute écrit en 1940, et publié en anglais en juin 1947 dans Â« The Modern Review Â», pp 266-271.)

Le concept de "capitalisme d'État" ne peut guère supporter l'examen d'une analyse économique sérieuse. Une fois que l'État devient le propriétaire exclusif des moyens de production, le fonctionnement d'une économie capitaliste est rendue impossible par la destruction du mécanisme qui entretient la circulation sanguine d'un tel système. Une économie capitaliste est une économie de marché. Les prix, qui résultent de la concurrence entre les propriétaires capitalistes (c'est cette concurrence qui "en dernière instance" fait exister la loi de la valeur), déterminent ce qui est

produit et en quelle quantité, quelle fraction du profit est accumulée, et dans quelle branche particulière de la production cette accumulation se produit. Ils déterminent également comment, dans une économie qui doit sans cesse surmonter des crises, des relations adaptées entre les diverses branches de la production se rétablissent, que ce soit dans le cas d'une simple reproduction ou d'une reproduction élargie.

Une économie capitaliste est gouvernée par les lois du marché (analysées par Marx) et l'autonomie de ces lois constitue le symptôme décisif d'un système de production capitaliste. Une économie d'État, en revanche, élimine précisément l'autonomie des lois économiques. Elle constitue non pas une économie de marché, mais une économie de consommateurs. Ce n'est plus le prix mais la commission à la planification d'État qui détermine désormais ce qui est produit et comment. Formellement, les prix et les salaires existent encore, mais ils ont changé de fonction ; ils ne déterminent plus le procès de production, désormais contrôlé par un pouvoir central qui fixe les prix et les salaires.

Ceux-ci deviennent des moyens de répartition qui fixent la part que les individus reçoivent du total des produits que le pouvoir central met à la disposition de la société. Salaires et prix constituent des outils techniques de redistribution, qui est plus simple que l'allocation directe de produits, qui ne peuvent plus être qualifiés de marchandises. Les prix sont devenus des symboles de distribution et ne représentent plus un facteur de régulation de l'économie. Tout en conservant une apparence analogue, un changement de fonction a eu lieu.

Le "feu stimulant de la concurrence" et la recherche passionnée du profit, aliments fondamentaux du moteur de la production capitaliste, disparaissent. Le profit implique une appropriation individuelle de produits en surplus et n'est donc possible que sur la base de la propriété privée. Mais, objecte Mr Worrall, Marx n'a-t-il pas considéré l'accumulation comme une caractéristique essentielle du capitalisme et l'accumulation ne joue-t-elle pas un rôle décisif dans l'économie russe ? N'est-ce pas du capitalisme d'État ?

Mr Worrall a oublié un léger détail, à savoir que Marx se référait à l'accumulation du capital, c'est-à-dire d'une croissance permanente des moyens de production d'où sort le profit, dont l'appropriation est la force active de la production capitaliste. En d'autres termes, il se réfère à l'accumulation de valeur qui crée une survalueur, c'est-à-dire un procès spécifiquement *capitaliste* d'une activité économique en expansion.

D'autre part, l'accumulation des moyens de production et de produits est si loin de constituer un trait caractéristique du capitalisme qu'elle joue un rôle décisif dans tous les systèmes économiques, sauf peut-être dans la récolte de nourriture la plus primitive. Dans une société de consommateurs, dans une économie organisée par l'État, il n'y a pas accumulation de valeurs, mais de produits de consommation que le pouvoir central recherche pour satisfaire des besoins de consommateurs. Le simple fait que l'économie étatique russe accumule n'en fait pas une économie capitaliste, car ce qui est accumulé n'est pas du capital. L'argument de Mr Worrall est basé sur une confusion grossière entre valeur et valeur d'usage. Pense-t-il vraiment qu'une économie socialiste pourrait se passer d'accumulation !

Mais qu'est donc (et là nous en venons à la question fondamentale) que ce pouvoir central qui régit l'économie russe ? Trotski et Worrall répondent : « la bureaucratie ». Mais tandis que Trotski refuse de considérer la bureaucratie comme une classe (d'après Marx, une classe est caractérisée par la place que ce groupe occupe dans le procès de production), Worrall fait une découverte stupéfiante. La bureaucratie soviétique diffère fondamentalement dans sa structure (que malheureusement il n'analyse pas) de toute autre bourgeoisie, mais sa fonction reviendrait au même « l'accumulation de capital. Le fait que, en dépit de différences structurelles considérables, la fonction puisse demeurer inchangée est, bien sûr, un miracle qui ne peut se produire dans la nature, mais semble (selon Worrall) possible dans les sociétés humaines.

En tout cas, Worrall accepte comme une évidence que la Russie soit dominée par une classe bourgeoise et donc par un capitalisme d'État. Il s'accroche obstinément à cette confusion entre capital et moyens de production, et semble

incapable de concevoir toute forme d'accumulation autre que capitaliste. Il ne parvient pas à comprendre que l'accumulation (c'est-à-dire l'expansion de la production) dans tout système économique est l'objectif de tous ceux qui sont en charge de la production ; que même dans un système socialiste idéal, cette accumulation ne peut résulter que des surplus produits (qui ne prennent la forme de surplus de valeur que sous le capitalisme), et que le fait de l'accumulation ne prouve pas en soi la nature capitaliste d'une économie.

Mais la "bureaucratie" dirige-t-elle vraiment l'économie et par conséquent le peuple ? La bureaucratie est composée partout, et notamment en Union soviétique, d'un conglomérat d'éléments très divers. Non seulement en font partie les représentants officiels du gouvernement au sens étroit du terme (c'est-à-dire depuis les modestes employés jusqu'aux généraux et même à Staline), mais aussi les directeurs de toutes les branches d'industrie et des fonctionnaires comme par exemple les employés du chemin de fer ou des postes. Comment ce regroupement bigarré pourrait-il se régler sur une domination unifiée ? Qui sont ses représentants ? Comment prend-il ses décisions ? De quels organes dispose-t-il ?

En réalité, la "bureaucratie" n'est pas un interlocuteur indépendant du pouvoir. Conformément à sa structure et à sa fonction, elle n'est qu'un instrument aux mains des véritables maîtres. Elle est organisée hiérarchiquement et subordonnée au pouvoir. Elle reçoit mais ne donne pas d'ordre. Tout fonctionnaire, comme Trotski le fait justement remarquer, "peut être sacrifié par son supérieur dans le système hiérarchique de pouvoir, pour faire diminuer n'importe quelle forme d'insatisfaction". Ceux-là seraient les nouveaux maîtres de la production, les substituts de capitalistes ? Staline a fait exploser ce mythe lorsque, au cours des dernières purges, il a fait fusiller, entre autres, des milliers de directeurs industriels.

Ce n'est pas la bureaucratie qui gouverne, mais celui qui donne les ordres à la bureaucratie. Et c'est Staline qui donne les ordres à la bureaucratie russe. Lénine et Trotski, avec un groupe de suiveurs sélectionnés qui ne furent jamais en mesure de prendre des décisions indépendantes en tant que parti, mais demeurèrent toujours un instrument aux mains des chefs (ce qui s'est reproduit un peu plus tard avec les partis nationalistes et fascistes), ont saisi le pouvoir à un moment où l'ancien appareil d'État était en cours de désintégration. Ils ont transformé l'appareil d'État pour l'adapter à leurs objectifs de dirigeants, éliminant la démocratie et établissant leur propre dictature qui, dans leur idéologie, mais nullement dans les faits, a été identifiée à la "dictature du prolétariat". Ils ont ainsi créé le premier État totalitaire avant même que le mot n'ait été inventé. Staline a continué l'oeuvre entreprise, en éliminant ses rivaux avec les leviers de l'appareil d'État, et en établissant une dictature personnelle illimitée.

Telle est la réalité qu'il ne faudrait pas voiler en construisant une prétendue domination d'une "bureaucratie", qui est en fait subordonnée au gouvernement dans la même mesure que le reste de la population. C'est vrai, même si de modestes miettes provenant de la table du maître peuvent lui être redistribuées sans garantie, bien entendu, que d'autres miettes suivront, et au prix d'un danger constant pour leur vie. La part matérielle qui leur est allouée ne constitue pas une portion importante du produit social. Néanmoins, l'effet psychologique d'une telle différenciation peut avoir des conséquences considérables.

D'importantes conséquences économiques résultent de ce fait. C'est l'essence d'un État totalitaire que de soumettre l'économie à ses objectifs. L'économie est privée de ses propres lois, et devient une économie contrôlée. Une fois que ce contrôle est en place, il transforme l'économie de marché en une économie de consommateurs. Le caractère et l'étendue des besoins sont alors fixés par l'État. Les économies allemandes et italiennes apportent la preuve du fait qu'un tel contrôle, une fois mis en place par un État totalitaire, s'étend rapidement et tend à se généraliser, comme ce fut le cas en Russie dès le début. Malgré de grandes différences dans leurs points de départ, l'éventail du système économique des États totalitaires s'est fortement réduit. En Allemagne aussi, l'État, qui s'efforce de maintenir et de renforcer son pouvoir, détermine le caractère de la production et de l'accumulation.

Les prix perdent leur fonction régulatrice et deviennent de simples facteurs de répartition. L'économie, et avec elle

les représentants de l'activité économique, sont plus ou moins soumis au joug de l'État et en deviennent les subordonnés. L'économie perd la primauté qu'elle avait à l'époque de la société bourgeoise. Cela ne signifie pas, cependant, que les cercles économiques n'ont pas une grande influence sur les cercles du pouvoir en Allemagne comme en Russie. Mais leur influence est conditionnelle, présente des limites, et n'est pas décisive dans la détermination de la politique. La politique est fixée en réalité par un cercle étroit qui tient le pouvoir. Ce sont leurs intérêts, et leurs idées sur ce qu'il faut faire pour maintenir, exploiter et renforcer leur propre pouvoir qui orientent la politique qu'ils imposent telle une loi à l'économie subordonnée. C'est pourquoi le facteur subjectif, le caractère "imprévisible", "irrationnel" du cours de la politique a prit une telle importance.

Le fidèle ne croit qu'au ciel et à l'enfer comme forces déterminantes ; le sectateur marxiste ne croit qu'au capitalisme et au socialisme, qu'en des classes à€” la bourgeoisie et le prolétariat. Le sectateur marxiste ne peut pas comprendre l'idée que le pouvoir d'État contemporain, ayant atteint à l'indépendance, est en train de développer sont immense puissance selon ses propres lois, en se soumettant les forces sociales et les contraignant à servir ses objectifs pour une période de temps plus ou moins longue.

Par conséquent, ni le système russe, ni plus généralement le système totalitaire, n'est déterminé par le caractère de l'économie. Au contraire, c'est celle-ci qui est déterminée par la politique du pouvoir et soumise aux buts de ce pouvoir. Le pouvoir totalitaire vit par l'économie, mais pas pour l'économie, ni même pour la classe gérant l'économie à€” comme c'est le cas d'un État bourgeois, bien que ce dernier puisse à l'occasion (ce que tout étudiant en politique étrangère peut vérifier) poursuivre des buts propres. On peut trouver une analogie avec l'État totalitaire dans l'époque de l'Empire romain finissant, avec le régime des Prétoriens et de leurs empereurs.

Il va de soi que, d'un point de vue social-démocrate, l'économie bolchevique ne peut nullement être qualifiée de "socialiste", car pour nous le socialisme est indissolublement lié à la démocratie. D'après notre conception, la socialisation des moyens de production implique de libérer l'économie de la domination par une seule classe, et d'en donner le contrôle à la société prise dans son ensemble à€” une société démocratiquement auto-gouvernée. Nous n'avons jamais imaginé que la forme politique d'une "économie administrée" à€” qui devait remplacer la production capitaliste centrée sur le marché libre à€” pouvait être un absolutisme illimité. La corrélation entre la base économique et la structure politique nous semblait très précise : la société socialiste inaugurerait la plus haute réalisation de la démocratie. Même ceux qui parmi nous pensaient que l'application la plus stricte d'un pouvoir centralisé serait nécessaire ou inévitable pour la période de transition, considéraient que celle-ci serait temporaire et destinée à disparaître après la suppression des classes propriétaires. Avec cette disparition des classes devait s'évanouir la domination de classe à€” cette domination de classe que nous considérons comme la seule forme politique possible d'une domination politique en général. "L'État dépérit..."

Mais l'histoire, ce "meilleur de tous les marxistes", nous a appris qu'il en allait autrement. Elle nous a appris que "l'administration des choses", malgré les attentes d'Engels, pouvait se transformer en une "administration des gens" sans frein, et conduire ainsi non seulement à l'émancipation de l'État vis-à-vis de l'économie, mais même à l'assujettissement de l'économie à l'État.

Une fois assujettie à l'État, l'économie garantit la permanence de cette forme de gouvernement. Le fait qu'une tel résultat soit sorti une situation exceptionnelle produite par la guerre n'exclut pas une analyse marxiste, mais met quelque peu en cause notre conception plutôt simpliste et schématique de la corrélation entre l'État et l'économie et entre l'économie et la politique, qui s'était développée dans une période complètement différente. L'émergence de l'État comme un pouvoir indépendant complique fortement la caractérisation économique d'une société dans laquelle la politique (c'est-à-dire l'État) joue un rôle décisif.

Pour cette raison, la controverse sur le système économique de l'Union soviétique à€” est-il "capitaliste" ou "socialiste" ? à€” me semble dépourvu de pertinence. Il n'est ni l'un ni l'autre. Il constitue une *économie d'État*

totalitaire, c'est-à-dire un système duquel les économies de l'Allemagne et de l'Italie se rapprochent de plus en plus.

R. Hilferding, 1940